



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE L'ARIÈGE

PRÉFECTURE

DIRECTION DE LA COORDINATION
INTERMINISTÉRIELLE ET DE L'APPUI
TERRITORIAL

Bureau de l'appui territorial
Cellule environnement

Arrêté préfectoral portant astreinte administrative –
société Saboulard – communes de Prat-Bonrepaux et
Mercenac

La préfète de l'Ariège
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5;
- Vu l'arrêté préfectoral du 23 février 1993 autorisant la société SABOULARD à exploiter une carrière souterraine de gypse sur le territoire des communes de Prat-Bonrepaux et Mercenac;
- Vu l'arrêté préfectoral du 7 juin 1999 imposant des prescriptions complémentaires à la société SABOULARD pour l'exploitation de la carrière souterraine de gypse sur le territoire des communes de Prat-Bonrepaux et Mercenac,
- Vu l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2000 portant suspension d'activité,
- Vu l'arrêté préfectoral du 10 décembre 2002 portant refus d'autorisation de carrière,
- Vu l'arrêté préfectoral complémentaire en date du 2 novembre 2015 fixant des prescriptions pour la mise en sécurité de l'ancienne carrière souterraine de gypse exploitée par la société Saboulard sur les territoires des communes de Prat-Bonrepaux et de Mercenac,
- Vu l'arrêté préfectoral du 7 juin 2017 portant mise en demeure de respect de prescriptions,
- Vu la déclaration de cessation d'activité du 21 février 2003,
- Vu le mémoire de mise en sécurité remis par la société SABOULARD en mars 2003,
- Vu le procès-verbal de récolement en date du 4 janvier 2006,
- Vu le rapport du BRGM en date du 12 novembre 2012 relatif au diagnostic de risques suite à un effondrement de terrain survenu le 29 août 2012 au droit d'une carrière au lieu-dit « Tucu », commune de Prat-Bonrepaux (09),
- Vu le rapport du Cerema en date du 17 mai 2017 relatif à l'analyse du risque de péril imminent pour l'habitation et les terrains sis au lieu-dit « Barbut » vis-à-vis de la stabilité des terrains,
- Vu le rapport de l'INERIS en date du 15 novembre 2017 relatif à l'inspection géotechnique de la carrière de gypse de Prat-Bonrepaux – Établissements Saboulard,
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en date du 14 février 2018 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement,
- Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier de ses avocats Conseil en date du 20 mars 2018,
- Vu le courrier de la préfète de l'Ariège en date du 20 mars 2018 informant de la décision d'astreinte administrative adressé au titre de la procédure contradictoire,
- Considérant que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 novembre 2015 susvisé, rappelées par l'arrêté de mise en demeure du 7 juin 2017 susvisé en ce qui concerne :

- la remise de la justification de la solution technique retenue pour la sécurisation des galeries,
- la sécurisation des galeries au droit des constructions sise au lieu-dit « Barbut » sur le territoire de la commune de Prat-Bonrepaux,

Considérant notamment que la réponse apportée par courrier du 20 mars 2018 par la Société Saboulard n'apporte pas une solution à la problématique soulevée, en effet l'exploitation à ciel ouvert doit faire l'objet d'une procédure d'autorisation environnementale dont le résultat n'est pas acquis,

Considérant que ce non-respect constitue un manquement caractérisé de la mise en demeure issue de l'arrêté susvisé et qu'il convient de prendre une mesure destinée à assurer le respect de la mesure de police que constitue la mise en demeure,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de l'Ariège,

ARRETE

Article 1

La société Saboulard, 73 route des Pyrénées 31220 Martres-Tolosane, exploitante d'une carrière souterraine de gypse sur les communes de Prat-Bonrepaux et Mercenac, est rendue redevable d'une astreinte d'un montant journalier de :

- 10 euros durant les 60 jours qui suivent la notification du présent arrêté,
- puis 100 euros au-delà,

jusqu'à satisfaction de la mise en demeure signifiée par l'arrêté préfectoral du 7 juin 2017 susvisé pour ce qui concerne la remise de la justification de la solution technique retenue pour la sécurisation des galeries.

Cette astreinte prend effet à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

L'astreinte peut être liquidée complètement ou partiellement par arrêté préfectoral.

Article 2 :

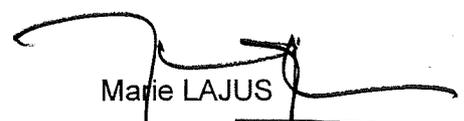
Conformément aux articles L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Toulouse :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai de 4 mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions

Article 3

Le secrétaire général de la Préfecture de l'Ariège, le sous-préfet de Saint-Girons, les maires des communes de Mercenac et Prat-Bonrepaux et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera affiché dans les mairies de Mercenac et Prat-Bonrepaux et publié sur le site internet de la préfecture.

Fait à Foix, le **31 MAI 2018**


Marie LAJUS